

a fait naître chez bien des Canadiens le désir de participer personnellement au développement international. A cet égard, j'aimerais mentionner tout spécialement, avec éloge, le Service universitaire canadien outre-mer (SUCO), qui constitue à coup sûr l'un des organismes bénévoles les plus dynamiques parmi tous ceux qui, au Canada, coopèrent à la promotion socio-économique du tiers-monde. L'hommage que les autorités et les populations de plus de 40 pays à travers le monde s'accordent à rendre au travail des quelques 1,200 volontaires du SUCO, est en même temps un précieux hommage rendu au Canada lui-même. En plus des tâches qu'ils accomplissent à l'emploi des administrations ou des institutions de leurs pays d'accueil, ces volontaires établissent des liens durables d'intérêt et de compréhension entre leurs parents et amis au Canada et les populations parmi lesquelles ils travaillent. Outre le SUCO, une centaine d'autres organismes bénévoles canadiens apportent au développement international une contribution annuelle en dons divers et en services de volontaires dont la valeur dépasse les 30 millions de dollars. Voilà, il me semble, un important témoignage de l'appui dont le développement international bénéficie de la part du public canadien et de celui qu'il apporte aux politiques de coopération internationale du Gouvernement canadien.

Cet appui du public nous impose le devoir de trouver des méthodes plus directes et plus ingénieuses de l'informer et de l'éduquer en matière de coopération au développement international. Un public éclairé est indispensable au succès des efforts du Canada pour faire face à ses responsabilités de membre nanti de la communauté internationale. Pour contribuer à créer un tel public, les organismes non gouvernementaux peuvent jouer un rôle déterminant: atteignant toutes les communautés, grandes et petites, de notre pays, ils sont admirablement placés pour sensibiliser toutes les classes de la société canadienne aux problèmes et aux obligations du développement international.

La deuxième Décennie du développement international, proclamée par les Nations Unies nous offre l'occasion tout indiquée de nouvelles initiatives dans ce domaine. Certaines suggestions ont été soumises récemment à votre Comité, dont l'une sur l'établissement d'une Commission nationale du développement. J'étudie, en collaboration avec les membres de l'administration de l'Agence, ces suggestions et diverses autres possibilités avec le plus grand soin. Je tiens tout particulièrement (et je soupçonne que vous partagerez cette préoccupation) à associer étroitement les jeunes à toute nouvelle initiative de cette nature. Ces jeunes ont démontré de plusieurs façons, aussi bien chez nous qu'à l'étranger, un immense esprit créateur et constructif dans l'accomplissement des tâches auxquelles ils s'intéressent. D'ailleurs, ne sont-ce pas les jeunes d'aujourd'hui qui seront le plus touchés par les succès, -- ou les échecs! Dieu nous en préserve! --, de nos entreprises durant les dix prochaines années?

Je voudrais donc mobiliser l'idéalisme et la vitalité de la jeunesse pour donner une impulsion irrésistible aux programmes que nous devons mettre en oeuvre pour assurer le succès de la présente Décennie du développement. Je vais faire tout ce qu'il sera en mon pouvoir de faire pour travailler en étroite collaboration avec cette jeunesse de notre pays.

Il est une seconde forme de participation canadienne dont nous avons besoin, et c'est celle du monde des affaires et de l'industrie. Plusieurs pays en voie de développement, se souvenant de leur passé colonial, se méfient des entreprises étrangères et risquent d'oublier que la libre entreprise peut apporter une contribution originale à leur développement.